

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# Où va la Chine ?

- International -

Date de mise en ligne : samedi 17 mai 2008

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Les JO de Pékin sont fixés depuis 2002. La décision du CIO a sans doute été prise suite à une pression intense du régime chinois et avec l'accord de Washington et des principales firmes multinationales : elle devait consacrer l'intégration totale de la Chine « populaire » dans la « communauté internationale », c'est-à-dire dans le monde capitaliste, être le pendant symbolique et la démonstration de la réussite de son entrée à l' OMC, l'Organisation Mondiale du Commerce.**

Voilà que cela se transforme en un piège tendu à lui-même par le régime chinois. On a vu le lundi 7 avril la préfecture parisienne de Sarkozy confier les pleins pouvoirs aux agents chinois pour la gestion du parcours de la flamme olympique, et l'indignation croissante du public, de jeunes dont certains participaient quelques jours avant à des manifestations contre les suppressions de postes d'enseignants, devant le déploiement et les réactions à la fois brutales et stupides des deux polices, celle de Sarkozy et celle de Hu Jintao, contre les Tibétains.

La cause n'en revient à aucun complot, qu'il s'agisse du dalaï lama ou de Robert Ménard, le médiatique dirigeant de Reporters Sans Frontières. La cause en revient à la nature du régime chinois actuel et à la situation internationale.

## Les chars de 1989 ont fait les profits de 2008

Le régime chinois ? Nous avons là le plus grand des paradoxes apparents du monde contemporain : c'est le maintien en Chine du régime du parti « communiste » comme parti unique, de la dictature de la police politique et des camps, qui garantit la rentabilité des investissements par la modicité des salaires et l'illégalité des grèves. A la différence des pays d'Europe centrale et orientale, ici la révolte a été matée par les chars en juin 1989. Attaquer ce régime ce n'est pas faire du mal au peuple chinois, bien au contraire le peuple chinois, peuple le plus nombreux du monde, est la plus grande victime qui soit, subissant à la fois une dictature stalinienne toujours en place et une accumulation capitaliste sans pitié pour les travailleurs et pour l'environnement.

La Chine est devenue la source d'une part décisive, celle qui fait la différence, dans la plus-value capitalisée à l'échelle mondiale. Elle est donc au centre du capitalisme contemporain. Mais depuis l'an dernier, la crise dite des subprimes a mis fin à l'expansion nord-américaine fondée sur l'endettement des ménages.

L'économie chinoise en subit durement les conséquences. Le yuan (monnaie chinoise) vaut 7 yuan pour un dollar. Cette appréciation monétaire et la hausse des taux d'intérêts renforcent la formation d'une bulle financière en Chine alimentée par les capitaux fuyant la crise en Amérique et qui menace de crever à son tour, alors que l'excédent commercial s'effondre (moins 60% en un an). Selon un rapport de la Chambre de commerce sud-coréenne de février 2008, 85% des patrons en Chine estiment que la situation se dégrade et ils commencent à délocaliser vers le prochain paradis stalinien du libéralisme : la Corée du Nord et sa zone spéciale de Kaesong !

Mais ce n'est pas tout. Ceux d'en bas bougent. Deux types de mouvements sociaux s'intensifient en Chine. Les grèves de salariés, bien qu'illégales, arrachent déjà des augmentations de salaires. Craignant une explosion sociale, le congrès du PCC de l'automne dernier a avalisé la mise en place au 1er janvier 2008 d'un Code du travail qui, en maintenant voire en renforçant tout le dispositif répressif, améliore cependant en principe la situation des travailleurs itinérants dits « flottants » (300 millions de personnes !) en posant le principe de CDI (contrats à durée indéterminée).

D'autre part, des luttes de paysans et d'habitants contre l'expropriation de leurs terres ou de leurs appartements se

multiplient et sont souvent très violentes. A ces deux types de mouvements s'ajoute depuis quelques semaines, comme dans le monde entier, les émeutes contre la vie chère, pour pouvoir manger.

## La question nationale tibétaine

Voilà le contexte sur lequel émerge la crise tibétaine. A l'encontre de la propagande du régime sur la « clique du dalaï lama », les manifestations des Tibétains doivent être considérées comme la partie émergée de l'iceberg de tout ce qui se passe en Chine, comme d'ailleurs en 1989 où des émeutes durement réprimées à Lhasa avaient anticipé de quelques mois le mouvement de la place Tian An Men. La question nationale tibétaine explique la généralisation et l'unité des émeutes et manifestations dans l'ensemble du Tibet historique et même à partir des quartiers tibétains ghettoïsés dans les grandes villes industrielles du Sichuan. Le fait que le véhicule de cette unité soit les monastères bouddhistes ne signifie pas que l'on a affaire à un mouvement religieux : les monastères sont les seules organisations formellement indépendantes du pouvoir dans le régime chinois. L'évolution capitaliste de ces dernières années, avec l'immigration de colons chinois et la destruction catastrophique des forêts qui recouvrent une partie des montagnes (les bergers tibétains s'étant vus par contre interdire de couper du bois), a donné parfois au mouvement un caractère que la propagande du régime a présenté comme raciste et ethnique -ce qui n'est pas impossible mais ne change rien à la question fondamentale de l'oppression nationale.

La seule issue démocratique, et celle qui fera le moins le jeu des courants religieux, ethniques ou obscurantistes, c'est l'exercice de sa souveraineté par le peuple tibétain pour qu'il choisisse lui-même, ce qui suppose son indépendance de fait par le retrait des forces d'occupation. Mais cela est impossible sans un renversement de la bureaucratie affairiste au pouvoir. La liberté du Tibet passe donc par l'émancipation des Chinois : plus que jamais il se confirme qu' « *un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre* » (Marx).

## Les esprits forts bernés

En Europe une véritable campagne s'est développée, notamment sur Internet, pour aligner plusieurs courants politiques anticapitalistes ou antimondialistes sur une position favorable au régime chinois dans la question tibétaine. On saura un jour le rôle des services chinois dans la reprise par certains militants à la vue très fine pour débusquer la présence de la CIA ou du Mossad, des arguments les plus invraisemblables : le Tibet serait « chinois » depuis le XIV<sup>ème</sup> siècle et ce serait du communautarisme ethnique que de le nier !

En réalité c'est cet argument qui est beaucoup plus proche du communautarisme ethnique : il s'appuie sur les annexions impériales et les accords entre la caste du clergé bouddhiste et les mandarins chinois. Il est affligeant de voir de tels sophismes reposant sur l'ignorance apparaître sous la plume d'un Jean-Luc Mélenchon qui semble croire que ce faisant il fait du jacobinisme républicain. Erreur, cruelle erreur, camarade Mélenchon : ce sont la démocratie, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la lutte des classes des exploités contre les exploités, qui sont unes et indivisibles !

## Vers d'autres luttes

Hu Jintao est dans le même camp que MM. Bush et Sarkozy. Ses dirigeants ne peuvent pas conduire la Chine vers la démocratie et vers un développement humain, durable et équilibré. Les centaines de millions de paysans et d'ouvriers chinois et des autres peuples habitants la Chine ont le droit et la capacité immédiates à la démocratie la

plus totale.

**Vincent Présumey**